

**Concours d'admission dans le corps du CGA :
LISTE DES SUJETS TRAITES OU TIRES DEPUIS 1991
(mise à jour à l'issue du concours 2017)**

Nota : 1. les *matières* suivies d'un astérisque rouge (*) ne peuvent pas constituer le sujet d'un exposé oral¹ ;

Sommaire

EPREUVES D'ADMISSIBILITE	4
1 - SUJETS DE L'EPREUVE ECRITE.....	4
2 - SUJETS DE L'EPREUVE ORALE PORTANT SUR LE TITRE I. DROIT ET INSTITUTIONS	4
2. 1 - Droit civil.	4
La personnalité juridique, les différentes personnes morales.	4
Les principes généraux du droit des contrats.....	4
Les principes généraux du droit de la responsabilité	5
<i>La distinction entre droits réels et droits personnels (*)</i>	5
<i>Le droit de propriété (*)</i>	5
2. 2 - Droit constitutionnel et institutions politiques	5
La Constitution française du 4 octobre 1958 : normes, dispositif et pratique.....	5
Le contrôle de constitutionnalité.	6
Les traits généraux des principaux régimes actuels (États-Unis, Royaume-Uni, République Fédérale d'Allemagne).....	7
Les grands systèmes de droit contemporain.	6
2. 3 - Droit international et droit communautaire	7
<i>Les règles essentielles du droit international public : (*)</i>	7
<i>Les principes de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme</i>	7
<i>Les juridictions internationales : Cour internationale de justice, Cour pénale internationale, tribunaux internationaux (*)</i>	7
<i>Les grands principes du droit communautaire. (*)</i>	7
Les institutions et les actes communautaires.	7
• les institutions ;.....	7
• les processus décisionnels	7
• les actes communautaires	7
• l'intégration du droit communautaire dans le droit interne.....	7
2. 4 - Droit administratif et institutions administratives	8
Le principe de légalité.	8
Les actes administratifs unilatéraux.....	9
Les contrats administratifs, les modes de passation des contrats de l'administration :	9
• principes généraux du droit des contrats administratifs ;.....	9
• les délégations de service public ;	9
• les marchés publics.....	9
La responsabilité de l'État et de ses agents.....	9
Les fonctionnaires et autres agents publics de l'État.	9
La responsabilité pénale des agents de l'État dans l'exercice de leurs fonctions.....	10
Les juridictions administratives. Les principes généraux du contentieux administratif. Le recours pour excès de pouvoir.	10
Le service public : notions, modes de gestion, l'externalisation.....	10
La régulation	10
<i>L'expropriation pour cause d'utilité publique. (*)</i>	10
<i>Les procédures non contentieuses (*)</i>	11
Les entreprises publiques.	11
L'organisation de l'État :	11
• les cabinets, les administrations centrales, les services déconcentrés ;	11
• les services à compétence nationale ;	11
• les établissements publics de l'État ;	11
• les autorités administratives indépendantes.	11
2. 5 – Finances publiques de l'État	11
Les notions de budget et de lois de finances.....	11
Les grands principes budgétaires.....	12
Les grands principes de la comptabilité publique.....	12
Les différentes catégories de lois de finances.....	12
La structure de la loi de finances annuelles.	12
L'élaboration de la loi de finances.	12

L'exécution de la loi de finances :	12
- les procédures d'exécution des recettes ; (*)	12
- les procédures d'exécution des dépenses ;	12
- les modifications en cours d'exécution de la loi de finances.	12
Le contrôle (administratif, juridictionnel et politique) de l'exécution de la loi de finances	13
2. 6 - Les principes généraux de l'organisation juridictionnelle.	13
La séparation des ordres judiciaires et administratifs	13
La hiérarchie des degrés de juridiction	13
La distinction juridictions de droit commun/ juridictions spécialisées	13
Les différents mode d'organisation et de composition des juridictions.	13
La diversité de nature des décisions	13
La distinction de la poursuite et du jugement	14
<i>Les principes communs du procès : droit au juge, droit au recours, droit à un procès équitable, droits de la défense, principes de l'action en justice et de l'instance (*)</i>	14
3 - SUJETS DE L'ÉPREUVE ORALE PORTANT SUR LE TITRE II. ECONOMIE GENERALE ET ENTREPRISE	14
3. 1 - Droit des affaires.	14
Les principales formes juridiques d'entreprises :	14
• les sociétés anonymes ;	14
• les groupements d'intérêt économique ;	14
• <i>les autres formes juridiques d'entreprises (*)</i> .	14
La propriété industrielle :	15
• les principes généraux ;	15
• le brevet d'invention.	15
La concurrence et le contrôle de la concurrence.	15
<i>L'entreprise en difficulté. (*)</i>	15
3. 2 - Droit social.	15
Le contrat de travail.	15
Les conventions collectives.	16
Les conflits du travail.	16
La représentation des salariés.	16
<i>Principes généraux d'organisation et de financement du régime général de la sécurité sociale (*)</i> .	16
3. 3 - Analyse économique.	16
<i>Notions fondamentales de l'économie de marché : (*)</i>	17
<i>Les instruments de mesure : (*)</i>	17
Les phénomènes monétaires :	17
• la création de monnaie ;	17
• les flux ;	17
• la régulation financière.	17
La politique économique :	18
• les politiques structurelles ;	18
• les politiques conjoncturelles ;	18
• le rôle et la place de l'Union européenne et des accords mondiaux dans la politique de régulation économique.	18
3. 4 - Stratégie et gestion d'entreprise.	20
La stratégie d'entreprise :	20
• les modes d'organisation ;	20
• l'internationalisation et la stratégie de groupe ;	20
• <i>la décision stratégique (*)</i> ;	20
• <i>la performance de l'entreprise (*)</i> .	20
La gestion financière de l'entreprise :	21
• la comptabilité générale et la comptabilité analytique ;	21
• la notion de consolidation ;	21
• le financement.	21
<i>La gestion des ressources humaines dans l'entreprise (*)</i> .	22
Aspects de la gestion de l'entreprise :	22
• la recherche ;	22
• l'investissement ;	22
• l'approvisionnement et les stocks ;	22
• la création de valeur ajoutée.	22
L'évaluation de l'entreprise.	22
3. 5 – La gestion de l'État et des grands services publics nationaux	23
L'évolution de l'organisation de la satisfaction des besoins publics.	23
La gestion des ressources humaines.	23
La recherche de l'efficacité dans les politiques publiques et sa mesure.	23
EPREUVES D'ADMISSION	24
1 - SUJETS DE L'ÉPREUVE ECRITE PORTANT SUR LE TITRE III.	24
2 - SUJETS DE L'ÉPREUVE ORALE PORTANT SUR LE TITRE III.	24
2. 1 . Notions générale sur la défense.	24
Historique sommaire	24
L'organisation générale de la défense.	24

Le lien entre la nation et ses forces armées	25
Les principes essentiels du droit des conflits armés	25
Les traités et accords de défense auxquels la France est partie.....	25
Le livre blanc sur la défense	25
Les deux dernières lois de programmation militaire.....	25
2. 2 - Organisation générale du ministère de la défense.....	25
Le ministre	25
Le cabinet civil et militaire	25
Les grands subordonnés du ministre.....	25
Les états-majors, directions et services	25
Les organismes interarmées et à vocation interarmées	25
Le contrôle général des armées et les inspections	26
2. 3 – Organisation et moyens des armées, de la DGA et du SGA	26
Les armées.....	26
La gendarmerie.....	26
les services propres à chaque armées ;	26
les services interarmées	26
Les directions et services de la DGA.....	26
Les directions et services du SGA.....	26
<i>Les établissements publics sous tutelle du ministère de la défense (*)</i>	26
2. 4 – Principes fondamentaux de l'organisation militaire	26
Commandement opérationnel et commandement organique.....	26
Subordination des services au commandement et responsabilité devant le ministre	26
Autonomie de gestion des services.....	27
Conseils et contrôle de gestion	27
2. 5 – Les ressources humaines	27
La fonction militaire.....	27
Le statut général des militaires. Les principaux statuts particuliers.....	27
<i>Le règlement de discipline générale des armées (*)</i>	27
<i>Les traits essentiels de la justice militaire. (*)</i>	27
Les réserves	27
Les différentes catégories de personnels civils, fonctionnaires, ouvriers, non- titulaires.	27
L'application au ministère de la défense du statut général de la fonction publique de l'État	27
Les règles applicables aux ouvriers et aux non- titulaires.....	27
La gestion des ressources humaines	27
Les traits essentiels du régime des rémunérations et du régime des pensions civiles et militaires.	27
L'action sociale au ministère de la défense	28
L'hygiène, la sécurité et les conditions de travail (HSCT), la prévention et l'inspection du travail dans les armées	28
La concertation au ministère de la défense	28
2. 6 – Les ressources financières	28
<i>La planification (*)</i>	28
La technique de la programmation	28
La préparation du budget.....	28
Les gouverneurs et les gestionnaires de crédits	28
Les procédures comptables.....	28
Les procédures dérogatoires.	28
Les différents contrôles	28
<i>Les comptes de commerce (*)</i>	28
2. 7 – Les équipements	28
La recherche de défense	28
La définition, l'acquisition, l'entrée en service et l'entretien des équipements	28
<i>La comptabilité des matériels. (*)</i>	28
La coopération internationale et européenne en matière d'armement	29
2. 8 – la base industrielle et technologique de défense	29
Les industries d'armement	29
Le commissariat à l'énergie atomique (CEA)	29
Les exportations de matériels d'armement	29
2. 9 – la gestion du domaine militaire (*).....	29
<i>La composition et la gestion du domaine militaire</i>	29
<i>L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement</i>	29
2. 10 – Administration des unités et établissements (*)	29
<i>Les traits principaux de l'organisation administrative et du fonctionnement :</i>	29
• <i>des formations administratives des armées et de la gendarmerie ;</i>	29
• <i>des établissements des services de soutien et de la DGA</i>	29
3 - THEMES DE L'EPREUVE DE DOSSIER.....	29
4 - THEMES INITIAUX DE L'ENTRETIEN.....	31

EPREUVES D'ADMISSIBILITE

1 - Sujets de l'épreuve écrite.

- 2017 Décider dans un monde incertain
- 2016 Les fondements de la puissance d'une nation
- 2015 L'Etat face aux inégalités
- 2014 Crise économique, crise de civilisation.
- 2013 La France est-elle une référence ?
- 2012 Secret et transparence.
- 2011 Composantes et évolutions contemporaines du contrat social.
- 2010 Enjeux et tensions de la gouvernance mondiale
- 2009 Peut-on progresser dans le domaine de la régulation des crises économiques ?
- 2008 L'acceptation du risque.
- 2007 La société française contemporaine est-elle juste ?
- 2006 La France, l'État et la mondialisation.
- 2005 Quelles conséquences tirez-vous de l'évolution démographique de la France contemporaine ?
- 2004 Défense de l'environnement et politiques publiques
- 2003 L'élargissement de l'union européenne en changera-t-il la nature ?
- 2002 Dans quelle mesure, selon vous, la collectivité doit-elle assumer les conséquences des agissements de chacun ?
- 2001 Aujourd'hui, quels sont les facteurs déterminants de la construction européenne ?
- 2000 Y a-t-il des leçons à tirer des catastrophes naturelles survenues en France en 1999 ?
- 1999 L'indépendance des États
- 1998 L'État peut-il avoir une stratégie économique
- 1997 Le travail aujourd'hui
- 1996 Le temps dans la société contemporaine
- 1995 Règle de droit et activité économique
- 1994 La concurrence aujourd'hui
- 1993 L'ingérence
- 1992 Liberté politique et libertés économiques
- 1991 La souveraineté dans la société contemporaine

2 - Sujets de l'épreuve orale portant sur le titre I. Droit et institutions

2. 1 - Droit civil.

La personnalité juridique, les différentes personnes morales. (*)

- 2015 Les différents types de personnes morales
- 2013 2011 Les personnes morales
- 2003 Qu'est-ce qu'une personne morale ? (*)
- 2002 Les droits de la personne
- 2001 1995 1993 1991 La personnalité morale
- 1997 Les personnes morales de droit privé
- 1995 1992 Les droits de la personnalité

Les principes généraux du droit des contrats

- 2015 Les contrats publics
- 2014 L'adage « Pacta sunt servanda »
- 2014 Qu'est-ce qu'un contrat ?
- 2008 L'accord de volonté dans le contrat
- 2008 2005 Le contrat fait la loi des parties. Commentez
- 2006 Qu'est-ce qu'un contrat ?
- 2005 Les obligations contractuelles
- 2005 La liberté contractuelle
- 2005 Le contrat et la notion d'ordre public

2003 1991 La liberté contractuelle
2001 La preuve en matière d'obligations
2000 Les conséquences de l'inexécution des contrats
2000 La place de la volonté dans la formation des contrats
1999 Le consentement dans la formation des contrats
1999 L'extinction des obligations
1999 L'effet relatif des contrats
1998 1994 Les vices du consentement en matière contractuelle
1997 Obligation de moyen et obligation de résultat
1997 Article 1134 « Les conventions légalement formées tiennent lieu de lois à ceux qui les ont faites »
1996 L'autonomie de la volonté
1992 Essor et déclin de l'autonomie de la volonté

Les principes généraux du droit de la responsabilité

2013 2007 Le préjudice
2012 La réparation
2011 2008 L'obligation de réparation
2009 Les faits générateurs de la responsabilité civile
2009 La responsabilité civile.
2008 Responsabilité individuelle et responsabilité collective.
2006 La force majeure en droit civil
2006 L'existence du dommage en droit civil
2006 Article 6 du Code civil : « On ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. »
2005 Article 1382 du code civil : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. » Commentez
2004 La liberté d'entreprendre
2004 1996 La responsabilité du fait des choses
2001 1993 1992 Responsabilité contractuelle et responsabilité délictuelle.
1999 Les accidents de la circulation
1999 Responsabilité contractuelle
1997 La responsabilité du fait personnel
1996 1993 La responsabilité du fait d'autrui
1996 1993 1991 La faute en droit civil
1995 L'exonération de la responsabilité civile
1995 Le préjudice en droit civil

La distinction entre droits réels et droits personnels (*)

2000 *Les droits réels*

Le droit de propriété (*)

1997 Possession et propriété
1997 1991 Le droit de propriété
1995 "En fait de meubles, la possession vaut titre"
1994 Les démembrements de la propriété

2. 2 - Droit constitutionnel et institutions politiques

La Constitution française du 4 octobre 1958 : normes, dispositif et pratique.

2015 1995 Les cabinets ministériels
2015 La réforme constitutionnelle en France
2015 La transparence de la vie politique
2014 Le Premier ministre et le Président de la République
2014 Légiférer par ordonnances
2014 Le Parlement sert-il encore à quelque chose ?
2013 La révision de la Constitution de 1958

2012 Qu'est-ce qu'une association ?
2012 La loi et le temps
2012 Faut-il inscrire dans la Constitution la règle d'équilibre des finances publiques ?
2011 2010 1991 Le préambule de la Constitution.
2010 La revalorisation du rôle du Parlement dans la révision constitutionnelle de 2008
2010 La France une République décentralisée ?
2010 La France est-elle une République monarchique ?
2010 Le Président de la République et le Premier ministre sous la V^{ème} République.
2009 La réforme constitutionnelle
2009 Le référendum.
2009 2001 Le conseil des ministres
2010 2008 Le régime présidentiel
2012 2008 La loi et le règlement sous la V^{ème} République
2007 le domaine de la loi et du règlement sous la V^{ème} République
2011 2007 Qui gouverne la France ?
2007 Le régime parlementaire
2006 A quoi servent les cabinets ministériels ?
2006 Le domaine de la loi dans la Ve République
2006 Qui gouverne la France ?
2006 Premier ministre et Président de la V^o République
2005 La France, une République décentralisée ?
2005 Les révisions de la constitution en France
2005 L'équilibre des pouvoirs sous la V^o République
2005 Qu'est-ce qu'un ministre ?
2003 Le pouvoir financier du parlement (*)
2003 La loi sous la V^{ème} République (*)
2003 1995 Les commissions parlementaires (en France) (*)
2002 La hiérarchie des normes en droit français (*)
2001 La Constitution de 1958 crée-t-elle un régime parlementaire ?
2001 Les intentions des fondateurs de la V^{ème} République sont-elles encore respectées ?
2001 Le Premier ministre
2001 La responsabilité gouvernementale
2000 Les ordonnances en droit constitutionnel français
2000 Le ministre
2000 1998 1992 La responsabilité ministérielle
2000 Les réformes de la constitution de 1958
2000 Les rapports du Président de la République et du Premier ministre sous la V^o République
2000 Le Président de la république
1999 La procédure législative sous la V^{ème} République
1999 1993 La dissolution des assemblées parlementaires.
1998 La loi organique
1998 1993 Le référendum en France.
1997 1992 Les révisions constitutionnelles sous la V^{ème} république
1997 Le parlementarisme rationalisé
1996 Les pouvoirs propres du président de la République sous la V^{ème} République
1996 Les immunités parlementaires
1995 Faut-il transformer le Sénat ?
1994 Les ordonnances en droit public français
1994 Place du Sénat dans les institutions de la Cinquième République
1991 Les ordonnances de l'article 38
1991 Le rôle actuel du Parlement dans l'élaboration de la loi

Le contrôle de constitutionnalité.

2012 L'évolution du contrôle de constitutionnalité
2011 2010 La question prioritaire de constitutionnalité
2008 Faut-il instituer une question préjudicielle de constitutionnalité en France ?
2005 Le contrôle de constitutionnalité en France est-il efficace ?
2004 la loi n'exprime la volonté générale que dans le respect de la Constitution. Commentez. (*)

2001 Le Conseil constitutionnel, juge des finances publiques
1998 1994 Les principes de valeur constitutionnelle
1998 1997 1996 La coutume constitutionnelle
1998 Le contrôle de la régularité des élections
1997 Faut-il réformer le Conseil constitutionnel ?
1993 Les systèmes de contrôle de constitutionnalité des lois.
1991 L'originalité du contrôle français de constitutionnalité

Les traits généraux des principaux régimes actuels (États-Unis, Royaume-Uni, République Fédérale d'Allemagne)

2013 2008 2006 Qu'est-ce qu'un état fédéral ?
2010 L'évolution du rôle et de la place des partis dans les démocraties européennes.
2010 Les démocraties et les groupes d'influence.
1999 Le fédéralisme
1996 Le Premier ministre britannique

2. 3 - Droit international et droit communautaire

Les règles essentielles du droit international public : (*)

- le statut international de l'État
- la souveraineté et le principe d'égalité
- les règles de formation et de transformation des États
- le principe du non-recours à la force
- les grands principes de la responsabilité internationale
- les règles essentielles régissant les traités internationaux
- les principes généraux d'organisation et de fonctionnement des organisations internationales

2016 2012 Qu'est-ce qu'un traité international ?
2010 2009 Les sources du droit communautaire.
2002 La coutume est-elle une source du droit international ?(*)
2001 Le traité international
2000 1998 Les sources non conventionnelles du droit international
1999 1997 Les traités en droit international et en droit français
1995 1994 Les sources du droit international autre que communautaire

Les principes de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*)

2012 La Convention européenne des droits de l'Homme et droit français

Les juridictions internationales : Cour internationale de justice, Cour pénale internationale, tribunaux internationaux (*)

2013 Les tribunaux pénaux internationaux
2013 Les modes de règlement pacifique en droit international

Les grands principes du droit communautaire. (*)

2002 Les principes du droit communautaire
2000 La libre circulation des marchandises en droit communautaire
1998 1997 La libre circulation des personnes en droit communautaire
1995 Les objectifs de l'union européenne

Les institutions et les actes communautaires :

- les institutions ;
- les processus décisionnels
- les actes communautaires
- l'intégration du droit communautaire dans le droit interne

2015 2004 La commission européenne (*)

2014 Le budget de l'Union européenne
2013 A quoi sert la Cours Européenne des Droits de l'Homme ?
2012 Qui décide dans l'Europe communautaire ?
2011 Le Traité de Lisbonne
2010 L'Union européenne est-elle un Etat ?
2009 L'Europe a-t-elle une constitution ?
2012 2008 La Cour de justice de l'Union Européenne
2008 Le juge communautaire
2007 La Communauté européenne, une « communauté de droit ». Commentez
2006 Le Conseil européen
2006 Parlement européen et parlements nationaux
2006 La place du droit communautaire en droit français
2005 Les sources du droit communautaire
2005 La Cour de justice des Communautés européennes
2005 Droit communautaire et constitution française
2005 Les caractères juridiques de l'Union européenne (UE)
2005 L'équilibre des pouvoirs dans l'Union européenne (UE)
2004 1998 Le système judiciaire des communautés européennes
2003 Le droit communautaire originaire
2002 Le juge national, juge communautaire (*)
2001 La place du droit international et communautaire dans l'ordre juridique français
2001 L'ordre juridique communautaire
2001 Le conseil des ministres de l'Union européenne
2001 La répartition des pouvoirs au sein de la Communauté européenne
2001 L'élargissement de l'Union européenne
2000 Les juridictions chargées d'appliquer le droit européen
2000 Le droit communautaire dérivé
1999 L'effet direct des normes internationales en droit interne français
1999 Les sources du droit communautaire
2017 1999 1995 Le Parlement européen
1996 Quel est le législateur communautaire ?
1995 Les directives communautaires relatives aux marchés publics
1995 Le Conseil européen
1994 Le traité de Maastricht
1992 1991 L'acte unique européen
1992 L'élargissement des communautés européennes
1992 La commission des communautés européennes
1992 Les directives communautaires

2. 4 - Droit administratif et institutions administratives

Le principe de légalité.

2017 La responsabilité sans faute des personnes publiques
2011 Le contrôle de légalité
2008 La responsabilité pour faute et la responsabilité sans faute en droit administratif
2008 Légalité et constitutionnalité
2005 Les sources de la légalité
2005 L'acte administratif illégal
2003 Les droits fondamentaux en France
2001 A quoi tient l'illégalité d'un acte administratif ?
2001 L'administration dispose-t-elle d'un pouvoir discrétionnaire ?
2001 Principe de légalité et principe de constitutionnalité
2000 Les conditions de régularité de la décision exécutoire
1997 La conformité des décisions administratives aux normes internationales
1995 Y a-t-il encore des actes de gouvernement ?
1993 2000 Les mesures d'ordre intérieur
1993 Loi et légalité
1991 L'exception d'illégalité

1991 Administration et légalité

Les actes administratifs unilatéraux.

2010 Le pouvoir réglementaire

2012 2009 L'acte administratif unilatéral

2016 2009 2006 Qui détient le pouvoir réglementaire ?

2007 2005 Les caractères généraux de l'acte administratif unilatéral

2004 Qu'est-ce qu'un acte administratif unilatéral ? (*)

2003 Acte unilatéral et contrat en droit public français

2002 Le pouvoir réglementaire en droit public français (*)

1999 Les règlements sous la V^{ème} République

1995 Les décrets

1991 Le pouvoir réglementaire des autorités autres que le Président de la République et le Premier Ministre

Les contrats administratifs, les modes de passation des contrats de l'administration :

- **principes généraux du droit des contrats administratifs ;**
- **les délégations de service public ;**
- **les marchés publics.**

2014 La délégation de service public

2010 La force obligatoire des contrats

2010 Qu'est-ce qu'un contrat administratif ?

2010 Obligation de moyens, obligation de résultats

2009 Les contrats de partenariats

2009 L'évolution du code des marchés publics

2009 L'autonomie de la volonté des contrats

2008 La commande publique

2007 Réforme de l'Etat et commande publique

2007 Les marchés publics

1997 Le contrat administratif a-t-il un avenir ?

1995 1992 Qu'est-ce qu'un marché public

1991 Marché public et concession de service public

La responsabilité de l'État et de ses agents.

2012 La responsabilité de la puissance publique

2008 Le fonctionnaire est-il responsable ?

2006 Les responsabilités du fonctionnaire

2005 Responsabilité pour faute et responsabilité sans faute en droit administratif

2004 Les principes de la responsabilité de la puissance publique (*)

2003 La responsabilité personnelle des agents publics

2002 Le fonctionnaire est-il responsable de ses actes ? (*)

2000 La faute de service

1998 Cumul de fautes et cumul de responsabilités dans la jurisprudence administrative

1997 Quelles responsabilités un fonctionnaire encourt-il au cours de sa vie active ?

1997 1992 La responsabilité sans faute

1996 L'irresponsabilité de la puissance publique

1993 La faute lourde en droit administratif.

Les fonctionnaires et autres agents publics de l'État.

2015 Le secrétaire général du ministère

2014 Le régime disciplinaire applicable aux fonctionnaires

2008 La fonction publique d'Etat

2005 Le statut du fonctionnaire en France

2001 Les relations entre le grade et l'emploi dans la fonction publique

2000 La déontologie des agents de l'administration

1999 La grève des agents de l'État

1998 L'évolution de la notion d'agent public

- 1997 La protection juridique des agents de l'État
- 1996 Fonction publique et répression disciplinaire
- 1996 Le fonctionnaire est-il un citoyen spécial ?
- 1995 Qu'est-ce qu'un agent public ?

La responsabilité pénale des agents de l'État dans l'exercice de leurs fonctions.

Les juridictions administratives. Les principes généraux du contentieux administratif. Le recours pour excès de pouvoir.

- 2017 2015 Le Conseil d'Etat et la fonction consultative
- 2013 Le Conseil d'Etat et la loi
- 2012 Le recours devant le juge administratif
- 2011 Les recours administratifs
- 2010 Le juge créateur de droit
- 2010 Les avis du Conseil d'Etat
- 2010 Les cas d'ouverture du recours pour excès de pouvoir.
- 2009 2007 Le Conseil d'Etat et la fonction consultative
- 2005 Le juge administratif, un juge qui gouverne ?
- 2003 Les cours administratives d'appel
- 2002 Le Conseil d'État
- 2002 Les procédures d'urgence devant le juge administratif
- 2001 « Juger l'administration, c'est encore administrer ». Qu'en pensez-vous ?
- 2001 La fonction consultative du Conseil d'État
- 2000 L'efficacité du recours pour excès de pouvoir
- 2000 Le principe du contradictoire en droit administratif
- 1998 Le statut constitutionnel de la juridiction administrative
- 1996 Eloge du dualisme juridictionnel
- 1996 La compétence juridictionnelle en matière de responsabilité administrative
- 1992 Les rôles non juridictionnels du Conseil d'État.
- 1991 Le Conseil d'État, gardien de la liberté individuelle
- 1991 La place du Conseil d'État dans le système administratif français

Le service public : notions, modes de gestion, l'externalisation.

- 2010 La continuité du service public : un principe théorique ?
- 2008 La notion de « service public à la française » a-t-elle un sens ?
- 2007 Service public et externalisation
- 2006 La continuité du service public : un principe théorique ?
- 2005 Le partenariat public privé
- 2005 Le service public à la française a-t-il un avenir ?
- 2004 Les principes du service public
- 2001 Le service public
- 2000 Le contrôle de l'État sur les entreprises publiques
- 1999 La crise du service public
- 1996 Les lois du service public
- 1993 Les contrats de délégation de service public.
- 1993 La continuité du service public.

La régulation

- 2010 Les autorités de régulation
- 2005 Les autorités de régulation en droit français

L'expropriation pour cause d'utilité publique. (*)

- 1998 *L'utilité publique dans le droit de l'expropriation*
- 1994 *Le Conseil d'État, gardien de la propriété*
- 1991 *La protection des propriétaires contre les atteintes de l'administration à leurs biens*

Les procédures non contentieuses (*)

2000 1991 *Le Médiateur de la République*

1995 1993 *l'accès aux documents administratifs*

1992 *Les recours administratifs non contentieux*

Les entreprises publiques.

2000 Le contrôle de l'État sur les entreprises publiques

L'organisation de l'État :

- **les cabinets, les administrations centrales, les services déconcentrés ;**
- **les services à compétence nationale ;**
- **les établissements publics de l'État ;**
- **les autorités administratives indépendantes.**

2016 Les établissements publics à caractère administratif

2015 2000 Le préfet

2014 L'organisation du contrôle de l'administration est-elle encore pertinente ?

2014 L'administration territoriale de l'Etat

2014 Les critères du contrôle administratif

2014 Administration et concurrence

2012 Décentralisation et déconcentration

2012 Les autorités administratives indépendantes

2010 La France, une République décentralisée ?

2009 Cadre juridique de l'initiative économique

2009 L'établissement public en droit français

2009 2000 La décentralisation

2009 2006 1999 1997 Les autorités administratives indépendantes

2009 Le ministère des finances

2009 La déconcentration

2008 Qu'est-ce qu'un établissement public ?

2008 La notion de performance dans l'administration française.

2007 Peut-on apprécier l'efficacité de l'administration centrale ?

2006 Les établissements publics de l'Etat

2006 La fonction de secrétaire général dans les ministères

2005 Le ministre et son cabinet

1996 La décentralisation ou le principe de libre administration des collectivités territoriales

2. 5 – Finances publiques de l'État

Les notions de budget et de lois de finances.

2014 Comment est élaborée une loi de finances ?

2013 Lois de finances et Constitution

2013 Le contrôle et l'exécution du budget

2013 Le budget de l'Etat

2012 Missions et programmes dans la LOLF

2011 Quel bilan faites-vous de l'application de la LOLF ?

2011 2008 La dépense publique

2010 L'organisation financière de l'Etat

2010 2008 Le budget de l'Etat

2009 Le responsable de programme

2009 2002 Les apports de la LOLF

2008 Les finances publiques et la dette de l'Etat

2007 La LOLF peut-elle permettre à l'Etat de dépenser mieux ?

2012 2007 Qu'est-ce qu'une loi de finances ?

2006 Les principes de la loi organique relative aux lois de finances

2005 Le budget de l'Etat

2005 Les ressources de l'Etat

2004 La loi organique relative aux lois de finances du 1^o août 2001
2004 Les ressources de l'État
2004 Les contraintes budgétaires (*)
2001 Les lois de finances
2000 Le ministère des finances et le budget de l'État
2000 Les « impositions de toutes natures » visées à l'article 34 de la Constitution
1997 Impôt direct et impôt indirect
1997 L'emprunt public
1996 Les charges permanentes de l'État
1996 Le consentement à l'impôt
1996 1991 Le ministre des finances : un ministre universel ?
1995 Les ressources non fiscales de l'État
1994 1993 Les ressources de l'État

Les grands principes budgétaires.

2011 Les principes budgétaires
2010 La sincérité budgétaire
2005 Le principe de sincérité budgétaire
2005 Les grands principes du droit budgétaire vous paraissent-ils toujours justifiés ?
2003 La sincérité du budget de l'État (*)
2002 Les principes du droit budgétaire (*)
1999 La règle de spécialité des crédits
1998 La sincérité budgétaire
1998 1997 Les grands principes du droit budgétaire
1997 L'unité budgétaire
1997 1993 Le principe d'universalité budgétaire
1995 L'équilibre budgétaire
1993 1991 L'annualité budgétaire

Les grands principes de la comptabilité publique.

2002 2000 1994 1991 Le Trésor public
2000 Les ordonnateurs
2000 La responsabilité des comptables publics
1998 La règle de séparation des ordonnateurs et des comptables
1997 Les comptables publics

Les différentes catégories de lois de finances.

La structure de la loi de finances annuelles.

1996 Budgets annexes et comptes spéciaux du trésor

L'élaboration de la loi de finances.

2005 Le rôle du Parlement dans l'élaboration des Lois de Finances
2003 La procédure budgétaire (*)
1999 Autorisations de programme et crédits de paiement
1998 L'examen et le vote de la loi de finance
1997 1995 Le rôle des parlementaires / du gouvernement dans l'élaboration de la loi de finances

L'exécution de la loi de finances :

- **les procédures d'exécution des recettes ; (*)**
- **les procédures d'exécution des dépenses ;**
- **les modifications en cours d'exécution de la loi de finances.**

2012 Le dispositif de performance dans les programmes budgétaires
2010 L'exécution des lois de finances
2001 La régulation budgétaire
1999 1994 L'exécution des dépenses publiques

1994 1992 modifications apportées en cours d'exercice au contenu de la loi de finances initiale

Le contrôle (administratif, juridictionnel et politique) de l'exécution de la loi de finances.

2011 Contrôle et évaluation des finances publiques

2011 2006 Le Parlement et les finances publiques

2001 La Cour des comptes et le budget de l'État

2001 Le contrôle du Parlement sur l'exécution de la loi de finances initiale

2000 Le contrôle financier non juridictionnel

2000 Faut-il renforcer les pouvoirs du Parlement en matière budgétaire ?

1999 Les juridictions financières

1998 La cour de discipline budgétaire et financière

1998 La cour des comptes

1996 1992 Le contrôle juridictionnel de l'exécution de la loi de finances

1991 Les différentes étapes de la consommation des crédits et les contrôles auxquels elles donnent lieu

2. 6 - Les principes généraux de l'organisation juridictionnelle.

2013 La justice pénale

2011 Le juge français et le droit communautaire

2010 Le justiciable face à la justice

2009 Le service public de la justice

2009 Les réformes de la justice

2008 L'indépendance des juges en France

2008 L'organisation juridictionnelle française est-elle adaptée au contexte contemporain ?

2006 La réforme de la justice en France

2005 Les garanties d'une bonne justice

2005 La Justice dans la Constitution de 1958

La séparation des ordres judiciaires et administratifs

2014 Les modes de règlement des conflits entre les deux ordres de juridiction

2005 Faut-il conserver deux ordres de juridiction en France ?

2004 La dualité des ordres de juridictions en France

2003 Les magistrats en France (*)

2008 2002 Le gouvernement des juges (*)

1995 Les principes généraux de l'organisation judiciaire

La hiérarchie des degrés de juridiction

2005 La Cour de cassation

2003 Les Cours administratives d'appel

2003 1998 1996 La Cour de cassation

2001 Qu'est-ce qu'une Cour suprême ?

2001 Le double degré de juridiction

La distinction juridictions de droit commun / juridictions spécialisées

Les différents modes d'organisation et de composition des juridictions

2017 2013 Les cours suprêmes en France

2010 2008 Le Conseil supérieur de la magistrature

2006 Le ministère public

2005 Juges professionnels et juges non professionnels en France

1999 Justice civile et justice pénale

La diversité de nature des décisions

2002 1998 1997 L'autorité de la chose jugée

La distinction de la poursuite et du jugement

Les principes communs du procès : droit au juge, droit au recours, droit à un procès équitable, droits de la défense, principes de l'action en justice et de l'instance (*)

2012 Les grands principes du procès

2011 Qu'est-ce qu'être responsable juridiquement ?

2011 Le droit a un procès équitable et le juge administratif

2001 1991 *Les voies de recours contre une décision de justice*

2001 1992 *Les droits de la défense*

3 - Sujets de l'épreuve orale portant sur le titre II. Economie générale et entreprise

3. 1 - Droit des affaires.

2005 La liberté du commerce

Les principales formes juridiques d'entreprises :

- **les sociétés anonymes ;**
- **les groupements d'intérêt économique ;**
- **les autres formes juridiques d'entreprises (*).**

2017 L'ubérisation de l'économie

2017 L'actionnariat

2015 La société post-industrielle

2012 Les organes dirigeants de la société anonyme

2011 En droit, qu'est-ce qu'une société ?

2011 La société à responsabilités limitées

2010 La direction de la société anonyme

2009 L'actionnaire de la société

2012 2009 Actionnaires et managers

2007 La « bonne gouvernance » des entreprises

2006 La groupement d'intérêt économique

2006 La société anonyme à capital public

2005 La direction de la société anonyme (SA)

2005 L'actionnariat minoritaire

2004 Le contrôle de la société anonyme aujourd'hui

2004 Qu'est-ce que la gouvernance d'entreprise ?

2002 1999 1997 1991 Le groupement d'intérêt économique

2002 La capital social de la société commerciale française

2001 Le rôle des actionnaires

2001 L'associé minoritaire en droit français

1999 La personnalité morale des sociétés commerciales

1999 Les salariés dans la SA

1999 Le contrôle de la SA

1998 La SA

1998 1992 Le fonds de commerce

1997 A qui appartient l'entreprise ?

1997 La SARL

1992 La constitution des groupes de sociétés

1992 La propriété de l'entreprise

1992 Société commerciale et société civile

1991 Types de structures d'entreprise

La propriété industrielle :

- **les principes généraux ;**
- **le brevet d'invention.**

2014 La réforme du brevet européen
2013 La propriété industrielle et l'Europe
2013 Les enjeux du brevet d'invention
2009 Propriété intellectuelle et stratégie de l'entreprise
2008 Le brevet européen
2007 La propriété intellectuelle et l'entreprise
2005 Les sources du droit de la propriété intellectuelle
2016 2002* 1998 Les brevets d'invention
2001 Protection de la création industrielle et concurrence
1996 1995 La propriété industrielle

La concurrence et le contrôle de la concurrence.

2015 2012 L'autorité de la concurrence
2014 Le respect des règles de la concurrence en France
2011 Qui contrôle le respect des règles de la concurrence en France ?
2008 Contrôle, respect des règles de la concurrence en France
2005 Les grands principes du droit de la concurrence
2005 Qu'est-ce que la concurrence ?
2003 Les principes généraux du respect de la concurrence
2001 Les entraves aux libertés de circulation dans l'espace européen
2000 Les pratiques anticoncurrentielles
1997 Limites au principe de la liberté de la concurrence
1992 Le conseil de la concurrence

L'entreprise en difficulté. (*)

1998 La liquidation judiciaire
1995 1994 Le redressement judiciaire
1992 La cessation de paiement et ses conséquences

3. 2 - Droit social.

2017 2015 2006 2005 La liberté du travail
2014 Le statut du salarié
2013 La mobilisation du personnel de l'entreprise
2013 Le droit des salariés

Le contrat de travail.

2015 2000 Qu'est-ce qu'un salarié ?
2011 Faut-il brûler le code du travail ?
2011 2006 L'intérêt de l'entreprise et le droit du licenciement économique
2010 Le contrat de travail de sa conclusion à sa fin
2008 La relation employeur-employé
2008 Le contrat de travail, cadre légal ou fruit de la négociation ?
2007 La rémunération des dirigeants d'entreprise
2007 Le contrat à durée indéterminée
2005 Le contrat de travail à durée indéterminée (CDI)
2005 Les pouvoirs de l'employeur
2003 Le licenciement (*)
2002 Le contrat de travail (*)
2001 Les pouvoirs de l'employeur sur les salariés
2000 La fin du contrat de travail
2000 1996 Le contrat à durée déterminée
2000 1991 Le travail précaire
2000 1995 1993 1991 Le licenciement pour cause économique

1999 Le droit permet-il la flexibilité du travail ?
1998 1992 Suspension et rupture du contrat de travail
1998 1992 Conclusion du contrat de travail
1997 Le licenciement pour motif personnel
1996 1991 La spécificité du contrat de travail
1996 1993 Le régime du travail temporaire

Les conventions collectives.

2003 Le rôle de l'État dans la négociation entre les partenaires sociaux
2001 La « Constitution sociale »
1994 Extension et élargissement des conventions collectives
1995 1993 La convention collective d'entreprise

Les conflits du travail.

2006 La régulation des conflits du travail
2004 Les conflits sociaux
2002 Y a-t-il une refondation sociale ?
2002 2001 La négociation entre les partenaires sociaux
2000 Les effets juridiques de la grève
1999 1994 1992 Les droits de l'employeur face à la grève
1995 L'exercice du droit de grève

La représentation des salariés.

2016 Les syndicats sont-ils représentatifs ?
2012 La liberté syndicale
2011 La représentativité des syndicats en France.
2009 La représentativité des organisations syndicales (employeurs, salariés)
2008 Syndicats et compétitivité économique
2008 La représentativité des syndicats en France
2007 Faut-il des syndicats ?
2012 2006 Les syndicats sont-ils représentatifs ?
2005 Qu'est-ce qu'un syndicat représentatif ?
2005 A quoi servent les syndicats ?
2004 Le syndicalisme dans la fonction publique
2003 La représentation des salariés (*)
2001 Droit d'expression des salariés et action syndicale
2000 La représentation syndicale dans l'entreprise
2000 Les salariés protégés
1998 1991 Les délégués du personnel
1997 Les comités d'entreprise
1994 L'exercice du droit syndical dans l'entreprise
1995 1992 Les problèmes actuels du syndicalisme en France
1991 Les syndicats sont-ils utiles ?

Principes généraux d'organisation et de financement du régime général de la sécurité sociale (*).

2011 La protection sociale

3. 3 - Analyse économique.

2016 Les grands patrons seraient-ils trop payés ?
2012 Faut-il réformer le capitalisme ?
2012 La désindustrialisation
2011 Les incidences démographiques sur l'économie
2011 Les influences de la finance sur l'activité économique
2010 La répartition des revenus
2006 Faut-il favoriser la concurrence ?
2005 A qui la concurrence entre les entreprises profite-t-elle ?

Notions fondamentales de l'économie de marché : (*)

- offre et demande
- formation des prix
- partage de la valeur ajoutée
- consommation et investissement

2010 Les instruments d'épargne

2002 La consommation des ménages a-t-elle changé au cours du dernier quart du 20ème siècle ?

2000 Faut-il taxer les mouvements internationaux de capitaux ?

1998 La rémunération du travail

1998 Le partage de la VA

1995 L'arbitrage consommation

1992 Objectifs et moyens d'une modification du partage : salaires directs, salaires indirects

Les instruments de mesure : (*)

- les grands principes de la comptabilité nationale
- les principes essentiels de l'analyse statistique

1991 Statistiques du commerce extérieur reflètent-elles pleinement la compétitivité de l'appareil industriel français

Les phénomènes monétaires :

- **la création de monnaie ;**
- **les flux ;**
- **la régulation financière.**

2015 Les banques centrales en temps de crise

2015 Economie financière, économie réelle

2014 Avantages et inconvénients des taux d'intérêts faibles

2013 Forces et faiblesses de l'euro

2012 Les agences de notation

2012 Le rôle d'une banque centrale

2012 Les fragilités bancaires

2010 Les risques boursiers

2010 La crise financière et la solvabilité des banques

2010 Les politiques de taux d'intérêt

2009 Le rôle économique du crédit

2012 2009 La déflation

2008 Comment gérer les risques sur les marchés financiers ?

2008 La globalisation financière

2008 L'euro : chance ou handicap ?

2008 Les responsabilités d'une banque centrale

2008 La faiblesse de l'euro

2007 Faut-il craindre le retour de l'inflation

2007 Le dollar et l'euro

2006 L'inflation est-elle aujourd'hui maîtrisée dans les économies développées ?

2006 Bilan du passage à l'euro

2005 Faut-il craindre l'inflation dans le monde contemporain ?

2005 La guerre des monnaies

2004 Que pensez-vous des scandales financiers tels que Enron et Parmalat ?

2003 Le pacte de stabilité est-il une stupidité ? (*)

2003 La Banque Centrale Européenne doit-elle favoriser la baisse des taux d'intérêt ?(*)

2003 La situation de l'euro.

2001 Euro fort ou Dollar fort ?

2001 A quelles conditions les entreprises peuvent-elles se dire prêtes pour le passage à l'Euro ?

2001 La place des marchés financiers dans l'économie contemporaine

2000 Bilan d'une année d'Euro

2000 L'or, une valeur sûre ?

1998 Qu'est-ce qu'une monnaie forte ?

1999 Faudra-t-il élargir la zone Euro?
1998 Le risque en bourse
1997 L'instabilité des marchés financiers
1996 Le rôle des marchés de capitaux et la structure des taux d'intérêt
1995 La globalisation financière
1994 Le pouvoir monétaire des banques
1993 L'action de la Banque de France sur les taux d'intérêts
1993 Pourquoi vouloir donner à la Banque de France son indépendance?
1992 La politique du franc fort et la compétitivité.
1992 De quels moyens les pouvoirs publics disposent-ils en France pour assurer la régulation monétaire ?
1991 Quel est actuellement le degré d'autonomie de la politique monétaire française ?
1991 « Désintermédiation », « marchandisation », « mobiliérisation » : quels problèmes sont posés aux banquiers sous ces termes ?
1991 La mise en œuvre de l'Union Economique et Monétaire
1991 Peut-on parler de système monétaire international quand celui-ci s'ordonne autour d'un dollar fluctuant ?
1991 La désinflation est-elle favorable à l'investissement ?
1991 Les effets envisageables d'une hausse du prix du pétrole

La politique économique :

- **les politiques structurelles ;**
- **les politiques conjoncturelles ;**
- **le rôle et la place de l'Union européenne et des accords mondiaux dans la politique de régulation économique.**

2017 Harmonisation et concurrence fiscale en Europe
2015 La norme source ou frein de la croissance ?
2015 2010 2009 1998 1991 La durée du travail
2014 L'avenir appartient-il aux pays émergents ?
2014 Les fondements de la croissance économique
2013 A quoi sert la politique budgétaire en France ?
2012 Qu'est-ce qu'une politique fiscale juste ?
2012 Enjeux et dilemmes des déficits publics
2011 Les grandes puissances économiques
2010 2009 Le développement durable
2010 Les pays émergents
2010 L'union monétaire européenne confrontée à la crise
2010 La montée des déficits publics
2010 La montée du chômage
2010 Le surendettement des ménages
2010 Le libéralisme
2010 Les politiques fiscales dans un contexte de crise
2010 Education et développement économique
2010 Les politiques de relance
2010 La répartition des revenus
2010 Les anticipations des agents économiques
2009 Les nouvelles grandes puissances économiques
2009 L'intervention de l'Etat
2009 La réforme de l'Etat
2009 Les politiques fiscales
2009 2008 Les politiques de redistribution
2009 Crises financières et récessions
2009 La remontée du chômage
2008 Peut-on parler d'une politique économique européenne ?
2008 Les politiques de l'emploi en France
2008 La politique budgétaire en France
2008 De quels instruments économiques la France a-t-elle aujourd'hui la maîtrise ?

2008 Les économies émergentes
2008 Les facteurs de la croissance économique
2007 L'endettement public
2007 Les marges de manœuvre de la politique budgétaire
2006 Le pacte de stabilité européen a-t-il encore un avenir ?
2006 La France a-t-elle encore une politique économique indépendante ?
2006 De quels instruments de politique économique l'Etat dispose-t-il ?
2006 Faut-il réduire l'impôt sur le revenu ?
2006 Faut-il favoriser l'endettement des ménages ?
2005 Que peuvent attendre les entreprises privées d'une politique industrielle de l'Etat ?
2005 Faut-il harmoniser la fiscalité dans l'Union européenne (UE) ?
2005 De quels instruments de régulation l'Etat français dispose-t-il ?
2005 La France a-t-elle une politique monétaire ?
2005 Faut-il délocaliser certaines entreprises françaises ?
2005 La croissance économique dans le monde contemporain
2005 Les limites du libre-échange
2005 Le pacte de stabilité : sa vie, son œuvre, son avenir
2005 Le chômage dans les économies contemporaines
2004 L'État-providence est-il toujours d'actualité ? (*)
2004 La situation du commerce mondial
2004 La convergence des économies européennes
2004 Pourquoi contrôler le développement ?
2004 La relance économique aujourd'hui (*)
2003 Faut-il favoriser la mobilité de la population active ?
2003 Qu'est-ce que le « progrès économique » ? (*)
2003 Démographie et économie (*)
2003 Quelles dépenses l'État pourrait-il réduire ?
2002 Faut-il harmoniser les fiscalités européennes ? (*)
2002 Le plein emploi peut-il être atteint dans l'économie française contemporaine ? (*)
2002 L'environnement est-il une contrainte économique ?
2002 Après les « 30 glorieuses », certains ont vu les « 30 piteuses ». Qu'en pensez-vous ?
2002 Le développement économique peut-il être durable ?
2001 Les crises économiques ont-elles disparu ?
2001 Commerce international et développement social
2001 Les dividendes du progrès
2001 Qu'est-ce que la nouvelle économie ?
2001 Les dépenses publiques peuvent-elles être considérées comme les « frais généraux » de la collectivité ?
2001 Diplôme et emploi
2001 Faut-il unifier la fiscalité des entreprises dans la Communauté européenne ?
2001 L'impôt négatif et l'emploi
2001 Faut-il que l'État se désendette ?
2000 Certains parlent de la « fin du travail ». Qu'en pensez-vous ?
2000 Les nouvelles techniques de l'information vont-elles modifier l'organisation du travail ?
2000 Les effets du progrès technique sur la croissance
2000 Sommes-nous dans une nouvelle économie ?
2000 Quel bilan peut-on faire de la régionalisation en France ?
1999 Le bilan des 35 heures
1999 Qu'est ce que le libéralisme dans le monde actuel ?
1999 La planification économique est elle encore d'actualité ?
1999 Qu'est-ce que le socialisme dans le monde actuel ?
1998 Que faut-il entendre par mondialisation de l'économie ?
1998 Productivité et emploi dans les économies contemporaines
1998 La flexibilité dans l'organisation
1997 Comment expliquer la faiblesse des taux de croissance contemporaine en France
1996 L'emploi temporaire, flexibilité de l'entreprise
1996 Inflation et croissance
1996 Le partage du travail
1996 Déficit des administrations publiques et croissance
1996 Les leviers macro-économiques permettant de créer des emplois

1995 Les prélèvements obligatoires sont-ils excessifs ?
 1996 Les fluctuations cycliques contemporaines
 1995 Cycle conjoncturel et mutations structurelles
 1995 Le télétravail
 1994 Les « délocalisations »
 1994 Quels facteurs expliquent la spécificité du chômage en France ?
 1993 Les conséquences de l'investissement direct à l'étranger
 1993 Quelles sont les conséquences du passage d'une économie centralisée à une économie de marché ?
 1992 Quelle politique économique dans le contexte d'une monnaie européenne unique ?
 1993 Le protectionnisme agricole doit-il être supprimé ?
 1992 Quelles seraient les conséquences d'un accroissement du déficit budgétaire ?
 1991 "Quand on a un beau marché qui s'appelle la France, il faut se l'assurer d'abord pour soi tout seul, et un peu pour les autres s'il en reste. » Commentez ce jugement de THIERS en l'appliquant à la décennie 80-90

3. 4 - Stratégie et gestion d'entreprise.

La stratégie d'entreprise :

- **les modes d'organisation ;**
- **l'internationalisation et la stratégie de groupe ;**
- **la décision stratégique (*) ;**
- **la performance de l'entreprise (*).**

2014 Les objectifs d'une grande entreprise aujourd'hui
 2014 2008 L'intérêt de l'entreprise et le droit du licenciement économique
 2013 Que peut apporter le lean management à l'entreprise ?
 2013 2007 les délocalisations
 2013 Les offres publiques d'achat
 2012 La communication externe de l'entreprise
 2012 L'auto entrepreneur
 2011 L'entrepreneur
 2011 L'entreprise et la bourse
 2011 En droit, qu'est-ce qu'une société ?
 2010 La responsabilité sociale de l'entreprise
 2010 Le dirigeant de l'entreprise
 2010 L'entreprise et la préparation de l'avenir
 2010 Le marketing
 2010 Le défi de la formation dans l'entreprise
 2010 Les grandes entreprises
 2009 L'avenir de l'entreprise
 2009 La concertation dans l'entreprise
 2009 2008 La transmission du patrimoine de l'entreprise
 2009 La gestion des connaissances et la performance de l'entreprise
 2008 La flexibilité du travail
 2007 L'entreprise et les techniques de l'information
 2006 Systèmes d'information et stratégie d'entreprise
 2006 Les enjeux de l'information financière de l'entreprise
 2006 L'expression "d'entreprise champion national" a-t-elle un sens ?
 2005 Qu'est-ce qu'une fusion d'entreprise ?
 2005 Une entreprise doit-elle avoir une politique de distribution des dividendes ?
 2005 La flexibilité : pourquoi ? Comment ?
 2004 Qu'est-ce que la stratégie d'entreprise ?
 2003 Réduction du temps de travail et rentabilité de l'entreprise
 2002 Les grandes entreprises nationales françaises doivent-elles chercher un développement international ?
 2001 Les conséquences de l'internationalisation des entreprises sur leur organisation et leur fonctionnement
 2001 La hiérarchie dans les entreprises
 2001 Le résultat de l'entreprise et sa signification
 2001 La mesure de l'efficacité de la gestion
 2000 Le contrôle de la gestion des sociétés en droit français

2000 L'entreprise doit-elle avoir des objectifs autres qu'économiques ?

2000 Que penser des fusions acquisitions récentes ?

1999 Une entreprise doit-elle distribuer des dividendes ?

1999 Le rôle de la publicité dans l'économie contemporaine ?

1997 Le contrôle exercé par une société mère sur ses filiales

1997 L'internationalisation des entreprises

1997 Les centres de responsabilité

1997 Le choix de la diversification

1997 Les conditions de réussite d'une stratégie de l'entreprise

1996 La globalisation des modes d'organisation

1996 L'externalisation des services par l'entreprise

1996 1995 1991 Les OPA

1995 Les systèmes d'information en usage dans l'entreprise

1995 Choc du progrès technique

1995 Entreprise et intéressement

1994 La sous-traitance

1994 1991 Le pouvoir dans l'entreprise

1991 La spécificité de l'entreprise sous-traitante

La gestion financière de l'entreprise :

- **la comptabilité générale et la comptabilité analytique ;**
- **la notion de consolidation ;**
- **le financement.**

2015 Comment les entreprises arbitrent-elles ses modes de financement ?

2014 Le financement du développement de l'entreprise

2014 Le haut de bilan

2013 2006 2000 Le financement de l'entreprise

2007 Le contrôle interne dans l'entreprise

2006 Les entreprises ont-elles avantage à être cotées en bourse ?

2005 Une entreprise doit-elle avoir une politique d'amortissement ?

2003 L'effet de levier

2002 Le bilan comptable

2001 L'emprunt obligataire émis par une société

2001 Faut-il favoriser le développement des stocks options ?

2001 A quelles conditions les entreprises peuvent-elles se dire prêtes pour le passage à l'euro ?

2001 Le contrôle de gestion de l'entreprise

2001 Les commissaires aux comptes

2001 Les obligations comptables des sociétés

2000 Le contrôle de la gestion des sociétés en droit français

2000 La trésorerie de l'entreprise

2000 Le plan comptable général

1999 La stratégie d'endettement des entreprises

1999 Les ratios de l'analyse financière sont-ils un instrument de gestion suffisant ?

1998 Les engagements hors bilan

1998 Existe-il une limite à l'endettement des entreprises ?

1998 Le financement de l'investissement des entreprises françaises dans l'économie contemporaine

1998 La politique de distribution des dividendes des entreprises

1998 L'investissement immatériel

1998 Les engagements hors bilan

1997 Les opérations de défaisance et de titrisation

1997 Le risque de change

1997 Les provisions

1997 L'instabilité des marchés financiers

1997 Le pouvoir financier dans l'entreprise

1997 Fonds de roulement et besoins en fonds de roulement

1996 La gestion science ou technologie ?

1996 Les options

1996 Le passif de l'entreprise
1995 Le capital d'une SA
1995 La trésorerie de l'entreprise
1993 Les effets d'une amélioration des fonds propres
1993 Les principaux outils d'analyse financière
1993 Le résultat de l'entreprise
1992 L'analyse des résultats
1996 1995 La consolidation des comptes
1994 Le développement de la gestion collective sur les marchés financiers
1994 Comment gérer le risque sur les marchés financiers ?
1993 Les valeurs mobilières

La gestion des ressources humaines dans l'entreprise (*).

2015 Les objectifs de la gestion du personnel dans l'entreprise
2014 Le capital humain
2001 *Faut-il favoriser le développement des stock-options ?*
1993 *La participation peut-elle accroître les performances de l'entreprise?*

Aspects de la gestion de l'entreprise :

- **la recherche ;**
- **l'investissement ;**
- **l'approvisionnement et les stocks ;**
- **la création de valeur ajoutée.**

2014 Croissance et technologies
2012 L'innovation facteur de croissance
2011 Les enjeux de la recherche et du développement dans l'entreprise
2010 L'avenir de l'entreprise
2010 Comment stimuler l'investissement
2008 Le financement de la croissance de l'entreprise
2007 Recherche-développement et croissance de l'entreprise
2005 Comment financer l'investissement dans une entreprise privée ?
2005 Comment financer la recherche dans une entreprise privée ?
2000 Le concept d'investissement a-t-il évolué depuis un quart de siècle ?
2000 Les stocks dans l'entreprise
1995 La valeur ajoutée par l'entreprise
1993 La fin du Taylorisme; qu'elles méthodes pour le remplacer ?
1993 Le "juste-à-temps" est-il un mirage?
1991 Le management de l'innovation technologique
1991 La prévision dans l'entreprise

L'évaluation de l'entreprise

2012 L'audit en entreprise
2012 L'évaluation d'une entreprise
2009 Les déterminants de la valeur de l'entreprise
2008 De quoi dépend la valeur d'une entreprise ?
2005 Comment évaluer une entreprise privée ?
2001 Les principes d'évaluation des entreprises
1999 Comment évaluer une entreprise ?
1997 Audits internes et externes sur l'entreprise
1997 L'évaluation d'une société commerciale
2001 Le résultat de l'entreprise et sa signification
1999 Les ratios de l'analyse financière sont-ils des instruments de gestion suffisants
1999 Faut-il se réjouir de la hausse des cours boursiers ?

3. 5 – La gestion de l'État et des grands services publics nationaux

L'évolution de l'organisation de la satisfaction des besoins publics.

- 2014 La soutenabilité de la dette publique
- 2013 Les déficits publics
- 2013 La dette publique est-elle un problème ?
- 2012 Les grands chantiers de la modernisation des politiques publiques
- 2005 Les principes du Service Public sont-ils encore adaptés à l'administration moderne ?
- 2005 Entreprises privées et services publics
- 2000 La gestion des services publics doit-elle être déléguée ?
- 2000 Les agences administratives
- 1997 Le service public « à la française »
- 1997 La modernisation de l'administration et de la gestion publique
- 1996 Le service public minimum
- 1995 Les aides publiques aux entreprises
- 1995 Les privatisations
- 1995 Le contrôle de l'État sur les entreprises publiques

La gestion des ressources humaines.

- 2009 La gestion des ressources humaines de l'Etat.
- 2008 Les effectifs de la Fonction publique
- 2006 Qu'est-ce qu'une politique des ressources humaines dans l'administration ?
- 2006 Comment "dégraisser le mammoth" ?
- 2006 L'évaluation personnelle des agents publics est-elle utile ?
- 2005 La promotion au mérite : clé de l'évolution de carrière dans la fonction publique ?
- 2005 Sur quels critères réduire les effectifs de la fonction publique ?
- 2001 Diplôme et emploi
- 2000 La nouvelle gestion des ressources humaines dans l'administration
- 1997 La gestion des ressources humaines dans l'administration
- 1998 Le personnel de l'État peut-il être géré efficacement
- 1998 L'évaluation des fonctionnaires
- 1997 Les centres de responsabilité
- 1993 A partir d'un exemple concret (la Poste, cet exemple n'étant qu'indicatif), montrez l'émergence d'un nouveau management.

La recherche de l'efficacité dans les politiques publiques et sa mesure.

- 2013 1997 L'évaluation des politiques publiques
- 2012 Les contraintes pesant sur les politiques publiques
- 2005 Faut-il organiser la recherche ?
- 2005 Le ministre : décideur ou prisonnier de son administration ?
- 2004 La mesure de la performance dans l'administration
- 2003 L'administration française est-elle pléthorique ?
- 2000 Peut-on réduire le nombre de fonctionnaires ?
- 2000 Les agences administratives
- 2000 Gestion publique et gestion privée
- 1999 Les contrats de plan
- 1999 Le marketing public
- 1999 Peut-on distinguer audit, contrôle de gestion et évaluation dans l'administration
- 1999 Rémunération et efficacité dans l'administration
- 1999 La productivité de l'administration
- 1997 La modernisation de l'administration et de la gestion publique
- 1996 Peut-on évaluer l'efficacité de la gestion publique ?
- 1992 Comment accroître la productivité des services publics ?

EPREUVES D'ADMISSION

1 - Sujets de l'épreuve écrite portant sur le titre III.

- 2017 Armes et industrie de défense
2016 Comment les armées peuvent-elles concilier aujourd'hui opérations extérieures et défense du territoire ?
2015 Soutien des forces et performance économique
2014 Les opérations extérieures
2013 Le fait numérique au ministère de la défense.
2012 Le militaire est-il un agent public comme les autres ?
2011 Les relations entre l'Etat et l'industrie de défense
2010 La Défense face au droit commun
2009 Peut-on concilier efficacité immédiate et préparation de l'avenir ?
2008 Organisation de la défense et opérations extérieures
2007 Quels sont les grands défis du ministère de la Défense pour les quinze prochaines années ?
2006 Quels sont, d'après vous, les facteurs de risque que devrait prendre en compte le ministère de la défense ?
2005 Qu'est-ce qui pousse le ministère de la défense à se réformer ?
2004 La défense peut-elle être gérée comme une entreprise ?
2003 La professionnalisation est-elle accomplie ?
2002 Les missions et l'organisation de la DGA vous paraissent-elles adaptées aux besoins du ministère de la défense ?
2001 Certains veulent renforcer l' « interarmisation ». Qu'en pensez-vous ?
2000 L'état militaire ne doit-il s'appliquer qu'aux combattants ?
1999 Les finances d'une armée professionnelle
1998 La disponibilité des forces
1997 Professionnalisation et aménagement du territoire
1996 L'autonomie nationale et l'équipement des armées
1995 La prévision financière en matière de défense
1994 L'organisation et l'administration de la défense vous paraissent-elles devoir échapper aux règles de droit commun ?
1993 L'évolution politique et économique mondiale récente doit-elle entraîner des conséquences sur l'organisation et l'administration de la défense ?
1992 La participation des armées françaises à une force multinationale
1991 Utilité de la loi de programmation militaire

2 - Sujets de l'épreuve orale portant sur le titre III.

2. 1. Notions générales sur la défense

Historique sommaire

L'organisation générale de la défense.

- 2015 2005 Le contrôle parlementaire sur les activités de défense
2015 Défense et Outre-Mer
2014 Mémoire et culture au ministère de la défense
2013 La préparation de l'avenir en matière d'équipement
2012 L'organisation de la défense et l'aménagement du territoire
2010 Qui commande les armées françaises ?
2010 2008 La formule « un chef, une mission, des moyens » a-t-elle encore un sens au ministère de la défense ?
2009 Qu'est-ce qu'un système de défense adapté ?
2008 La préparation de l'avenir
2008 L'éthique des militaires
2008 L'organisation des armées doit-elle tenir compte des contraintes d'aménagement du territoire ?
2006 La force de dissuasion
Le contrôle parlementaire sur les activités de défense

2003 L'avenir de la dissuasion
1999 Le service militaire adapté a-t-il un avenir ?

Le lien entre la nation et ses forces armées

2008 L'armée doit-elle assurer des missions humanitaires ?
1999 Le lien armée nation

Les principes essentiels du droit des conflits armés

Les traités et accords de défense auxquels la France est partie

2011 La France et ses alliés militaires
2005 L'Union européenne (UE) et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)
2004 La France et ses engagements internationaux en matière de défense
1997 Les relations internationales au ministère de la défense

Le livre blanc sur la défense

2005 Les «affaires civiles» dans les conflits internationaux

Les deux dernières lois de programmation militaire

2010 La programmation militaire
2006 A quoi sert la loi de programmation militaire ?
2005 Défense et externalisation
2005 Le format des armées
2003 la loi de programmation militaire

2. 2 - Organisation générale du ministère de la défense

Le ministre

2000 Le ministère de la défense
1998 1997 L'administration centrale du ministère de la défense doit-elle évoluer ?

Le cabinet civil et militaire

Les grands subordonnés du ministre

2017 Le secrétariat général pour l'administration
2013 Les responsabilités du secrétaire général pour l'administration
2010 Le Chef de l'Etat-Major des armées
2009 Le SGA a-t-il un avenir ?
2005 Le CEMA : aujourd'hui et demain
2002 Le secrétaire général pour l'administration et ses services
2012 1999 1997 Le secrétaire général pour l'administration
2001 Le délégué général pour l'armement

Les états-majors, directions et services

2014 2003 Le Service de santé des Armées (*).
2002 1999 Les chefs d'états-majors
1998 Les états-majors
1997 Les services interarmées

Les organismes interarmées et à vocation interarmées

2016 Les groupements de soutien de base de défense
2012 L'organisation des soutiens
2011 L'organisation du soutien
2003 L'interarmisation (*)
2000 Le soutien de l'homme doit-il être assuré, dans les armées, par un service unique ?

1999 L'interarmisation : progrès ou contrainte pour les armées ?

1997 Le transport au ministère de la défense

Le contrôle général des armées et les inspections

2001 La fonction d'inspection au sein du ministère de la défense

2000 L'administration des unités en opération extérieure

2000 La surveillance de l'administration militaire est-elle correctement assurée ?

1999 La surveillance de l'administration militaire est-elle suffisante ?

1998 Qu'elles sont les procédures permettant de s'assurer de la bonne administration au sein des organismes relevant du ministère de la défense ?

2. 3 – Organisation et moyens des armées, de la DGA et du SGA

2013 Les partenariats public-privé

2010 Le ministère de la défense a-t-il une politique patrimoniale ?

2010 La base de défense

2006 Peut-on parler d'une fonction systèmes d'informations au ministère de la défense ?

2006 La fonction infrastructure au ministère de la défense

Les armées

2013 La logistique opérationnelle

2004 Le format des armées

2002 L'organisation militaire territoriale

1999 Le recentrage des armées sur leur mission

La gendarmerie

2004 La place de la gendarmerie nationale au sein du ministère de la défense

1999 La gendarmerie

1997 Gendarmerie et défense

Les services propres à chaque armées ;

2000 L'alimentation des cadres civils et militaires de la défense

1999 L'alimentation du personnel de la défense

1999 Les commissariats

1998 Les cercles dans les armées

Les services interarmées

1998 1997 Faut-il des hôpitaux militaires ?

Les directions et services de la DGA

Les directions et services du SGA

Les établissements publics sous tutelle du ministère de la défense (*)

2. 4 – Principes fondamentaux de l'organisation militaire

Commandement opérationnel et commandement organique

2005 L'organisation territoriale des armées et de la gendarmerie nationale: présent et futur

Subordination des services au commandement et responsabilité devant le ministre

2006 Commandement et services

Autonomie de gestion des services

Conseils et contrôle de gestion

2008 La notion de contrôle interne au ministère de la défense

2. 5 – Les ressources humaines

La fonction militaire

2010 L'officier a-t-il un rôle social ?

2008 L'éthique des militaires

2000 Le militaire est-il un fonctionnaire comme les autres ?

Le statut général des militaires. Les principaux statuts particuliers.

2011 La reconversion des militaires

2005 Devoirs et droits des militaires

2001 Les volontaires dans les trois armées et la Gendarmerie

1999 Le droit d'expression des militaires

1998 Le statut des personnels militaires est-il adapté à la professionnalisation ?

1998 Les droits du personnel militaire sont-ils correctement défendus ?

Le règlement de discipline générale des armées (*)

1998 *La discipline dans les armées*

Les traits essentiels de la justice militaire. (*)

Les réserves.

Les différentes catégories de personnels civils, fonctionnaires, ouvriers, non-titulaires.

2012 Le personnel civil de la défense

2005 La place du personnel civil au ministère de la défense

2002 Le(s) personnel(s) civil(s) de la Défense

L'application au ministère de la défense du statut général de la fonction publique de l'État

Les règles applicables aux ouvriers et aux non-titulaires.

La gestion des ressources humaines

2015 La gestion des connaissances au ministère de la défense

2010 Ingénieurs et officiers au ministère de la défense

2009 La gestion des hauts potentiels du ministère de la défense.

2006 la formation des élites militaires

2005 La gestion du personnel militaire

2004 La gestion des ressources humaines de la défense

1999 La réalisation des effectifs

1997 La formation du personnel

Les traits essentiels du régime des rémunérations et du régime des pensions civiles et militaires.

2001 La solde

1998 1997 Le régime des pensions militaires

1997 La rémunération des militaires

L'action sociale au ministère de la défense

2005 2000 Le logement des militaires

2000 L'action sociale au sein du ministère de la défense vous paraît-elle adaptée ?

L'hygiène, la sécurité et les conditions de travail (HSCT), la prévention et l'inspection du travail dans les armées

La concertation au ministère de la défense

2. 6 – Les ressources financières

La planification (*)

La technique de la programmation

2003 La loi de programmation militaire (*)

1998 Est-il possible de programmer l'équipement et l'effectif des armées ?

1997 Le suivi de la loi de programmation militaire

La préparation du budget

2016 Le budget de la Défense : acteurs et architecture

2015 2003 L'externalisation

2010 LOLF et défense

2008 2007 L'externalisation au ministère de la défense

2007 La LOLF au ministère de la défense

2006 2000 Le budget de la défense

Les gouverneurs et les gestionnaires de crédits

Les procédures comptables.

Les procédures dérogatoires.

Les différents contrôles

2010 La mesure de la performance

Les comptes de commerce (*).

2. 7 – Les équipements

La recherche de défense

2015 2003 Les études et recherches au ministère de la défense

La définition, l'acquisition, l'entrée en service et l'entretien des équipements

2016 -2008 Le maintien en condition opérationnelle des matériels de défense

2008 L'évaluation des systèmes de défense

2005 La commande publique au ministère de la défense

2003 Les programmes d'armement vous paraissent-ils conduits de manière satisfaisante ?

2004 L'équipement des forces armées

2004 Les marchés publics de la défense

La comptabilité des matériels. (*)

2001 La comptabilité des matériels

La coopération internationale et européenne en matière d'armement

2014 La défense européenne est-elle un succès ?

2011 La coopération européenne en matière d'armement

1999 Les programmes d'armement en coopération

2. 8 – La base industrielle et technologique de défense

Les industries d'armement

2017 La politique industrielle et la BITD

2015 Le contrôle et supervision des opérations d'armement

2014 Le maintien en condition opérationnelle, quelle répartition entre la DGA et les armées ?

2014 Le ministère de la défense a-t-il une politique industrielle ?

2010 Le concept de base industrielle technologique de défense

2009 Le coût d'un programme d'armement

2008 2007 La conduite des programmes d'armement

2004 L'industrie d'armement

2004 GIAT et DCN : le passage de la régie à la société (*)

2002 DCN(*)

1999 La régie pour la fabrication des matériels d'armement : avantages et inconvénients

1997 La tutelle exercée par le ministère de la défense sur les industries d'armement

Le commissariat à l'énergie atomique (CEA)

2006 Le CEA

Les exportations de matériels d'armement

2017 2002 Les exportations d'armement

2. 9 – La gestion du domaine militaire (*)

La composition et la gestion du domaine militaire

2003 *La fonction infrastructure (*)*

2000 *La réalisation des opérations d'infrastructure au ministère de la défense*

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement

2. 10 – Administration des unités et établissements (*)

Les traits principaux de l'organisation administrative et du fonctionnement :

- ***des formations administratives des armées et de la gendarmerie ;***
- ***des établissements des services de soutien et de la DGA.***

2001 *La notion de chef de corps*

3 - Thèmes de l'épreuve de dossier.

2016 Dans le cadre de la mise en œuvre au 1^{er} janvier 2016 de l'ensemble des dispositions du décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), le conseiller budgétaire du cabinet du ministre de la défense vous demande de rédiger une note de synthèse de quatre pages maximum (en date du 30 novembre 2015), destinée à l'éclairer sur tous les aspects de la réforme applicable au budget et à la comptabilité des opérateurs du ministère.

2015 Le conseiller pour les affaires industrielles du cabinet du ministre vous demande une note de 4 pages faisant un point de situation sur les centres d'essais et d'expertise de la DGA et leur avenir.

Votre travail doit reposer sur une analyse stratégique des activités de ces centres d'essais et d'expertise, pouvant opportunément s'appuyer sur une analyse de type FFOM1, et débouchant sur des pistes de réflexion.

2014 Vous êtes conseiller au Secrétariat général du Gouvernement, instance placée sous l'autorité du Premier ministre.

Le Cabinet du Premier ministre vous demande une note expliquant les conséquences juridiques de la décision du Conseil constitutionnel n° 2013-336 QPC du 1^{er} août 2013 sur le statut des entreprises publiques et les éventuelles modifications législatives et/ou réglementaires à prévoir en matière de participation des salariés aux résultats de l'entreprise.

2013 Contrôleur des armées affecté au suivi du maintien en condition opérationnelle des matériels militaires, vous avez reçu de l'état-major des armées un projet d'instruction relatif à la mise en place de comités directeurs de maintien en condition opérationnelle des milieux terrestres, naval et aéronautique, et d'un comité exécutif du maintien en condition opérationnelle (pièce n°1).

A partir du dossier ci-joint, il vous est demandé de rédiger une note à l'attention du ministre de la défense dans laquelle vous rappellerez l'organisation générale du maintien en condition opérationnelle des matériels militaires et les principaux traits de sa gouvernance, puis indiquerez les observations que ce projet d'instruction appelle de votre part.

2012 Par note n° 17869/DEF/CAB du 10 mai 2000, le directeur de cabinet du ministre de la défense a décidé d'interdire, au sein des organismes qui composent le ministère de la défense, la substitution d'une pièce de rechange amiantée par une autre pièce de même nature sauf dérogation exceptionnelle accordée par l'inspection du travail dans les armées et prescrit de chercher systématiquement à désamianter les matériels en service à l'occasion des visites d'entretien planifiées.

En raison des caractéristiques de nombreux matériels (date de conception, spécificité opérationnelle interdisant le recours à des substituts, etc...) l'inspection du travail dans les armées reçoit une grande quantité de demandes de dérogation. En l'absence de justification suffisante des mesures de prévention adoptées dans les ateliers, elle est amenée à rejeter une part significative de ces dossiers, ce qui interdit – en principe – tout travail sur les rechanges amiantés concernés. L'armée ou le service demandeur est alors contraint de réexaminer sa demande au regard des exigences de l'inspection.

Faisant valoir leurs impératifs opérationnels, les armées demandent au ministre d'abroger l'interdiction qui a été édictée et qui, disent-elles, les pénalisent inutilement.

Pour lui permettre de prendre une décision sur le maintien ou non de la note du 10 mai 2000, le directeur de cabinet du ministre de la défense vous demande de rédiger une note examinant son bien-fondé, tant au plan réglementaire qu'à celui de l'opportunité.

2011 « A partir du dossier ci-joint, vous rédigerez une note à l'attention du directeur de cabinet de la défense sur la réutilisation des informations publiques et sa mise en œuvre au ministère de la défense ».

2010 « Il vous est demandé de rédiger une note à l'attention du DGSIC, à mettre à la signature du directeur de cabinet du ministre, en vue de définir les fondements de la politique de mobilité informatique du ministère de la défense ».

2009 « A la demande du cabinet du ministre, vous rédigez à l'intention de ce dernier une note qui fasse le point de la question des chlorofluorocarbures ».

2008 « Le directeur de cabinet du ministre de la défense doit prochainement se rendre à une réunion interministérielle relative au contrôle des exportations des matériels de guerre.

Dans cette perspective, il a demandé au Contrôle général des armées de lui faire le point sur les orientations et les mesures retenues par le gouvernement pour répondre aux recommandations émises sur ce sujet par M. Fromion, député, dans son rapport.

Vous êtes chargé de rédiger à cet effet une note de 4 pages à partir du dossier ci-joint »

2007 Le Ministre de la défense vient de prendre ses fonctions et doit participer à une réunion avec ses homologues européens où sera abordée la question des acquisitions d'armement par les Etats membres de l'Union Européenne.

¹ Forces, faiblesses, opportunités, menaces

- 2006 Le ministre de la défense doit participer à un séminaire gouvernemental, au cours duquel sera notamment abordé le thème de la laïcité. A partir du dossier ci-joint, vous êtes chargé de rédiger une note de synthèse sur les principes de la laïcité, en France, aujourd'hui.
- 2005 La privatisation d'une entreprise publique ou majoritairement détenue par l'État (principes de l'État actionnaire)
- 2004 La responsabilité civile et pénale et la protection juridique des militaires en cas d'usage de la force en opération extérieure
- 2003 La transaction en matière d'achats publics
- 2002 L'ouverture à la concurrence du marché français de l'électricité
- 2001 Une cession gratuite de matériels au Vietnam par le service de santé des armées
- 2000 L'approvisionnement en vivres des armées
- 1999 L'avenir des cercles militaires
- 1998 L'accès des femmes aux différents corps du personnel militaire
- 1997 Les limites déontologiques à la reconversion des personnels militaires
- 1996 La comptabilité spéciale des investissements au ministère de la défense
- 1995 Le logement familial des militaires
- 1994 L'application des règles communautaires aux marchés de fournitures passés par le ministère de la défense
- 1993 Les attributions des services constructeurs du ministère de la défense
- 1992 L'application aux établissements de la défense du régime des taxes parafiscales instituées par le décret n°90.389 du 11 mai 1990 pour lutter contre la pollution atmosphérique
- 1991 La soumission du secteur public à la concurrence

4 - Thèmes initiaux de l'entretien.

- 2015 Dessin de Voutch
- 2014 Le conformisme est-il un passeport pour le succès ?
- 2013 Qu'est-ce qui vous indigné ?
- 2012 Un panda en peluche.
- 2011 Commentaire d'une allégorie de la justice.
- 2010 Commentaire de l'affiche du film *Invictus* de Clint Eastwood.
- 2009 Parmi 3 livres (la Théorie du chaos E. Lorenz, Les cavaliers de J. Kessel et la petite histoire de la chute du communisme de Plantu), le candidat devait indiquer sa préférence.
- 2008 Une photographie de la pyramide du Louvre.
- 2007 Une clef USB
- 2006 Commentaire d'un dessin de Plantu dans le Monde du 15 février 2006 (à propos du Clémenceau)
- 2005 Modèle réduit de la voiture de pompiers de Cogolin « à double directions, motorisations »
- 2004 Illustration extraite de l'album de bande dessinée « la marque jaune » (Blake et Mortimer)
- 2003 Texte de Julien Gracq, « *J'oserai dire une de mes pensées intimes* ».
- 2002 Une boîte de conserve de maïs
- 2001 Un livre de format de poche, *La vénus d'Ille*, de Prosper Mérimée, dans la collection Côté cour chez Hachette.
- 2000 Internet
- 1999 Commentaire d'un dessin humoristique
- 1998 Le sport
- 1997 Le clonage
- 1996 L'insularité, la prévention, le citoyen, la confiance, l'élite, les élites
- 1995 L'Italie, l'intégrisme, la protection de l'environnement, l'Afrique, les campagnes, l'étranger
- 1994 La mondialisation, la bioéthique, la sécurité
- 1993 La Russie, l'aménagement du territoire, les minorités, les guerres
- 1992 La justice, l'Allemagne, l'écologie, la violence, l'audiovisuel
- 1991 La crise du système éducatif français, l'après-guerre au Moyen-Orient, les nationalités en Europe, l'avenir des campagnes françaises